

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 18 janvier 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "imposant des clauses sociales lors de la passation de marchés publics dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public", a donné le 10 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 januari 1999 door de Minister-voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende oplegging van sociale clausules bij de toewijzing van overheidsopdrachten in het raam van de uitvoering van investeringen van openbaar nut", heeft op 10 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'article 22, § 1er, alinéa 5, 2°, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, prévoit que le Gouvernement peut arrêter des conditions supplémentaires de recevabilité d'une "demande d'accord de principe d'octroi de subside", lorsque ces conditions sont liées, notamment, à "l'introduction, dans le cadre de la procédure de mise en concurrence des travaux, de clauses obligeant les soumissionnaires à assurer la prise en charge de stagiaires ou la mise au travail de chômeurs dans le cadre de l'exécution du marché".

L'arrêté en projet envisage de poser comme condition de recevabilité d'une demande de subside, l'insertion, dans les marchés qu'il détermine, d'une clause qui "impose aux soumissionnaires d'engager des demandeurs d'emploi inscrits à l'Office régional bruxellois de l'emploi (O.R.B.E.M.) pour l'exécution du marché au cas où ils sont adjudicataires".

Le Conseil d'Etat s'est demandé si une telle condition n'excède pas les compétences de la région. Il est arrivé à une conclusion négative pour les raisons suivantes.

Le législateur fédéral est, en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 4, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, compétent pour établir des règles générales en matière de marchés publics.

.../...

A cet égard, le projet ne semble pas soulever d'objections. D'une part, en effet, l'obligation d'insertion d'une clause sociale dans les marchés n'est qu'une condition de subvention des travaux publics et non une règle générale s'imposant à tous les marchés publics. D'autre part, la législation fédérale n'interdit pas l'insertion d'une telle clause.

Par ailleurs, l'alinéa 3 du même article de la loi spéciale (1), dispose que les régions exercent leurs compétences en matière économique dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par la loi ou en vertu de celle-ci et par les traités internationaux ou en vertu de ceux-ci.

Les principes visés dans cette disposition ne doivent pas uniquement être respectés dans l'exercice des compétences économiques par les régions, mais s'étendent à tous les domaines de compétences régionales.

A cet égard, la Cour d'arbitrage a considéré dans son arrêt n° 32/91 du 14 novembre 1991 ce qui suit :

"Il ressort de l'ensemble des textes ... et notamment des dispositions de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, insérées par l'article 4, § 8, de la loi spéciale du 8 août 1988, et de l'article 9, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du

(1) rendu applicable par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

16 janvier 1989 que la nouvelle structure de l'Etat belge repose sur une union économique et monétaire, c'est-à-dire le cadre institutionnel d'une économie bâtie sur des composantes et caractérisée par un marché intégré (l'union économique) et l'unité de la monnaie (l'union monétaire).

Bien que le nouvel article 6, § 1er, VI, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles s'inscrive dans l'attribution de compétences aux Régions en ce qui concerne l'économie, cette disposition traduit la volonté expresse du législateur spécial de maintenir une réglementation de base uniforme de l'organisation de l'économie dans un marché intégré." (1).

Il convient d'examiner si le projet respecte les principes de l'union économique.

Il s'agit tout d'abord du principe de la libre prestation de services.

Au regard du droit communautaire, la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes accepte que les marchés publics puissent être utilisés à des fins

(1) Dans un avis L. 19.542/VR du 10 janvier 1990 sur une proposition d'ordonnance relative aux détergents, le Conseil d'Etat avait déjà exposé ce qui suit :
"Les compétences attribuées aux Régions en matière de protection de l'environnement doivent non seulement s'exercer dans le respect des engagements internationaux souscrits par la Belgique, notamment ceux découlant du Traité C.E.E., mais aussi dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté du commerce et de l'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par la loi ou en vertu de celle-ci, et par ou en vertu des traités internationaux."

d'interventionnisme social, pour autant que les principes de non-discrimination et de liberté soient respectés (1).

Dans l'arrêt *Gebroeders Beentjes BV* (2), la cour a en effet admis qu'une condition de l'emploi de chômeurs de longue durée était compatible avec les directives européennes en matière de marchés publics, "si elle n'[avait] pas d'incidence discriminatoire directe ou indirecte à l'égard des soumissionnaires provenant d'autres Etats membres de la Communauté".

La Cour précisait toutefois :

"L'exigence d'employer des chômeurs de longue durée pourrait notamment enfreindre le principe de non-discrimination en raison de la nationalité consacré par l'article 7, paragraphe 2, du traité au cas où il s'avérerait qu'une telle condition ne pourrait être remplie que par les soumissionnaires nationaux ou bien qu'elle serait plus difficilement remplissable par des soumissionnaires provenant d'autres Etats membres. Il appartient au juge national de vérifier, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, si l'exigence d'une telle condition a ou non une incidence discriminatoire directe ou indirecte."

A première vue, il ne semble pas que la condition consistant à engager des demandeurs d'emploi inscrits à

(1) Ph. Flamme, *Droit communautaire des marchés publics* (1987-1994), J.T.D.E., 1994, p. 196.

(2) Arrêt n° 31/87, Rec. 1988, p. 4635. La clause litigieuse était formulée comme suit : "... la main d'oeuvre employée devra être constituée pour 70 % au moins de chômeurs de longue durée qui auraient été placés par l'intermédiaire du bureau régional de la main d'oeuvre" (Conclusions de l'avocat général M. Marco Darmon, Rec., p. 4643).

l'O.R.B.E.M. soit plus difficile à remplir pour les entreprises d'autres Etats membres de la Communauté européenne que pour les entreprises bruxelloises ou celles d'autres régions du pays.

Le projet doit également être envisagé au regard d'un autre principe de l'union économique, à savoir celui de la libre circulation des travailleurs.

Dans son avis L. 25.772/1, donné le 24 avril 1997, sur un avant-projet d'ordonnance "relatif à l'agrément et au financement des entreprises d'insertion", la section de législation avait relevé :

"Selon l'article 4, § 1er, 4°, de l'avant-projet, une entreprise désireuse d'être agréée comme entreprise d'insertion doit recruter des personnes répondant à certaines conditions. L'une d'elles étant d'"avoir leur domicile dans la Région de Bruxelles-Capitale". Pareille condition paraît difficilement conciliable, tant avec le droit interne belge qu'avec le droit communautaire européen.

Conformément à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, les Régions exercent leurs compétences en matière économique dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par la loi ou

.../...

en vertu de celle-ci et par les traités internationaux ou en vertu de ceux-ci (1).

L'inscription, dans l'article 4, § 1er, 4°, en projet, d'une condition de domicile vise manifestement à limiter à la Région de Bruxelles-Capitale l'effet de promotion de l'emploi. Toutefois, pareil objectif est difficilement conciliable avec les caractères fondamentaux d'une union économique belge ouverte et intégrée. Une telle mesure, en outre, place les travailleurs ayant leur domicile ou leur résidence dans une autre Région dans une position de départ moins favorable, en ce que les entreprises sont encouragées par un incitant financier régional à donner leur préférence à des travailleurs habitant la Région de Bruxelles-Capitale. A cet égard également, la mesure proposée constitue une entrave à la libre circulation des travailleurs dans l'union économique belge.

La condition de domicile, inscrite à l'article 4, § 1er, 4°, de l'avant-projet, appelle également des questions sur le plan du droit communautaire européen. C'est ainsi que la mesure concernée pourrait être qualifiée de forme déguisée de discrimination, entravant la libre circulation des personnes. A cet égard, il suffit de se référer à l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 41/84 du 15 janvier 1986."

A la suite de cet avis, le Gouvernement a soumis à l'avis de la section de législation un nouveau projet d'ordonnance ayant le même objet, mais dans lequel la condition de domicile fut remplacée par une condition d'inscription à l'O.R.B.E.M..

(1) Les principes visés à l'article 6, § 1er, VI, alinéa 3, de la loi spéciale ne doivent pas uniquement être respectés dans l'exercice des compétences économiques par les régions mais s'étendent à tous les domaines de compétences régionales (voir notamment à ce sujet Cour d'arbitrage, arrêt n° 32/91 du 14 novembre 1991). De ce point de vue, la qualification juridique des aides visées dans le projet - placement des travailleurs ou politique économique - est donc dénuée de pertinence.

Le Conseil d'Etat a considéré que, s'agissant de la mise en oeuvre de la compétence de la région en matière de placement des travailleurs, il convenait effectivement de préciser que les chômeurs visés par l'avant-projet d'ordonnance devaient être inscrits à l'Office régional bruxellois de l'emploi. Il ajoutait, en note de bas de page :

"... l'application de ce critère ne se heurte pas à l'objection de compétence ...[tirée des principes de l'union économique], étant donné que l'inscription à l'Office précité n'est pas liée à l'obligation d'avoir son domicile dans la Région de Bruxelles-Capitale."

Le projet n'excède pas les compétences de la région, dans la mesure où il ne porte pas atteinte aux principes de l'union économique.

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 1er, on visera de manière plus précise le fondement légal de l'arrêté en projet en écrivant "notamment l'article 22, § 1er, alinéa 5, 2°;".

2. Les considérants formant les alinéas 2 et 3 sont superflus et doivent être omis.

3. L'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord du ministre du Budget doivent être complétés par la mention de leur date.

.../...

4. L'alinéa 6 sera réécrit comme suit : "Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 janvier 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;".

5. L'alinéa 7 sera, pour sa part, rédigé comme suit : "Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 10 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

6. On écrira in fine : "Après délibération,", conformément à ce que prévoit la circulaire relative à la légistique formelle dans sa version du 1er décembre 1998.

Dispositif

Article 1er

Il est proposé de remplacer les articles 1er à 4 par la disposition suivante :

"Article 1er. Toute demande d'accord de principe d'octroi de subside, visée à l'article 22, § 1er, alinéa 5, 2°, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, relative à un marché de travaux dont le montant estimé est égal ou supérieur à trente millions de francs, hors taxe sur la valeur ajoutée et dont la durée

.../...

prévue des travaux est d'au moins soixante jours ouvrables, n'est recevable que si le marché de travaux comporte une clause imposant aux soumissionnaires d'engager des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Office régional bruxellois de l'emploi.

Cette clause est dénommée ci-après «clause sociale»".

Article 2 nouveau

Le projet reste en défaut de préciser l'autorité qui fixe la clause et le contenu de celle-ci.

Si l'auteur de la clause est le Gouvernement, il convient de l'indiquer dans le projet d'arrêté par l'insertion d'un article 2 nouveau et de préciser le contenu de cette clause en mentionnant, éventuellement par catégories de marchés, la nature et l'importance des travaux, le nombre minimum de demandeurs d'emploi à occuper sur le chantier, les métiers pour lesquels l'occupation est prévue, etc...

Article 5 (devenant l'article 3)

A l'alinéa 1er, on remplacera les mots "doit être" par le mot "est" et à l'alinéa 2, les mots "doit au moins contenir" par les mots "contient au moins".

.../...

Article 6 (devenant l'article 4)

On écrira "figure" au lieu de "doit figurer".

Article 7 (devenant l'article 5)

On écrira "L'Office régional bruxellois de l'emploi" au lieu de "L'O.R.B.E.M.".

Article 8 (devenant l'article 6)

1. Cette disposition prévoit que le Gouvernement peut accorder une dérogation à l'imposition d'une clause sociale, lorsque celle-ci ne se justifie pas.

Le principe d'égalité implique que les cas dans lesquels une dérogation peut être accordée soient mieux définis. Une dérogation ayant par définition une portée individuelle, elle devra en tout état de cause être formellement motivée conformément à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2. La seconde phrase relève de l'organisation interne du Gouvernement et n'a pas sa place dans un texte réglementaire.

.../...

Articles 9 et 10
(devenant les articles 8 et 7)

1. Etant donné que l'article 9 déroge à l'article 10, il convient d'inverser l'ordre de ces articles.

2. A l'article 9, on remplacera les mots "par les personnes morales visées à l'article 4 de l'ordonnance" par les mots "par le pouvoir adjudicateur".

3. A l'article 10, il ne peut être admis d'imposer rétroactivement des conditions supplémentaires à l'octroi de subventions.

.../...

Algemene opmerking

Artikel 22, § 1, vijfde lid, 2°, van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen bepaalt dat de Regering aanvullende voorwaarden voor de ontvankelijkheid van een "aanvraag om principiële instemming met de toekenning van een subsidie" kan vaststellen, wanneer die voorwaarden meer bepaald verband houden met "de invoering, in het kader van de aanbesteding der werken, van clausules die de inschrijvers verplichten om stagiairs ten laste te nemen of werklozen te werk te stellen bij de uitvoering van de opdracht".

Met het ontworpen besluit wil men als voorwaarde stellen dat een aanvraag om subsidie alleen ontvankelijk is als in de overeenkomsten voor aanneming van werken die bij het ontworpen besluit worden bepaald, een clausule wordt opgenomen die "de inschrijvers, in geval ze als opdracht houder worden aangewezen, verplichten om werklozen, ingeschreven bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (B.G.D.A.) aan te werven voor de uitvoering van de opdracht".

De Raad van State heeft zich afgevraagd of een voorwaarde van die aard geen overschrijding van de bevoegdheden van het gewest inhoudt. De Raad is tot de slotsom gekomen dat dit niet zo is, en wel om de volgende redenen.

Krachtens artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der

.../...

instellingen is de federale wetgever bevoegd om algemene regels inzake overheidsopdrachten vast te stellen.

Op dat punt lijkt het ontwerp geen bezwaren op te leveren. Enerzijds is de verplichting om een sociale clausule in overeenkomsten voor aanneming van werken op te nemen immers slechts een voorwaarde om een subsidie voor openbare werken te krijgen en geen algemene regel die voor alle overheidsopdrachten geldt. Anderzijds zegt de federale wetgever niet dat het verboden is zulk een clausule op te nemen.

Bovendien bepaalt het derde lid van hetzelfde artikel van de bijzondere wet (1) dat de Gewesten hun bevoegdheden in economische aangelegenheden uitoefenen met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen.

De in die bepaling genoemde principes moeten, niet alleen in acht genomen worden in de uitoefening, door de Gewesten, van hun economische bevoegdheden, maar gelden voor alle domeinen van regionale bevoegdheden.

(1) Van toepassing verklaard bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen.

In dat verband heeft het Arbitragehof in zijn arrest nr. 32/91 van 14 november 1991 het volgende opgemerkt :

"Uit het geheel van de (...) teksten, en inzonderheid uit de bepalingen van artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 - ingevoegd bij artikel 4, § 8, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 - en van artikel 9, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 blijkt dat het nieuwe Belgische Staatsbestel berust op een economische en monetaire unie, d.i. het institutioneel kader van een uit deelgebieden opgebouwde economie, dat gekenmerkt wordt door een geïntegreerde markt (de economische unie) en door de eenheid van de munt (de monetaire unie).

Hoewel het nieuwe artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen kadert in de toewijzing van bevoegdheden aan de Gewesten wat de economie betreft, geldt die bepaling als de uitdrukkelijke uiting van de wil van de bijzondere wetgever om een eenvormige basisregeling van de organisatie van de economie in een geïntegreerde markt te handhaven.". (1).

-
- (1) In advies L. 19.542/VR van 10 januari 1990 over een voorstel van ordonnantie betreffende de reinigingsmiddelen had de Raad van State reeds het volgende opgemerkt :

"De bevoegdheden die inzake milieubescherming aan de Gewesten zijn verleend, moeten niet alleen worden uitgeoefend met inachtneming van de door België aangegane internationale verbintenissen, inzonderheid die welke voortkomen uit het E.E.G.-verdrag, maar ook met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemene normatieve kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet en door of krachtens de internationale verdragen.".

.../...

Er behoort te worden onderzocht of het ontwerp in overeenstemming is met de principes van de economische unie.

In de eerste plaats behoort het principe van het vrij verrichten van diensten te worden onderzocht.

In het licht van het communautaire recht aanvaardt de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen dat overheidsopdrachten gebruikt kunnen worden voor sociale steunmaatregelen, voor zover de beginselen van non-discriminatie en vrijheid in acht worden genomen (1).

In het arrest Gebroeders Beentjes BV (2) heeft het Hof van Justitie immers toegegeven dat de voorwaarde van het inzetten van langdurig werklozen verenigbaar is met de Europese richtlijnen inzake overheidsopdrachten, "indien zij voor inschrijvers uit andere Lid-Staten van de Gemeenschap geen direct of indirect discriminerende werking heeft".

Het Hof van Justitie heeft voorts evenwel het volgende opgemerkt :

(1) Ph. Flamme, Droit communautaire des marchés publics (1987-1994), J.T.D.E., 1994, blz. 196.

(2) Arrest nr. 31/87, Jur. H.v.J. 1988, blz. 4635. De betwiste clause luidde als volgt : "Het project dient te worden uitgevoerd door ten minste 70 % langdurig werklozen die door bemiddeling van het gewestelijk arbeidsbureau zijn aangetrokken." (Conclusie van advocaat-generaal Darmon, Jur. H.v.J. 1988, blz. 4643).

"Het vereiste om langdurig werklozen in te zetten, zou met name inbreuk kunnen maken op het in artikel 7, tweede alinea, van het EEG-Verdrag neergelegde verbod van discriminatie op grond van nationaliteit, indien mocht blijken dat alleen binnenlandse inschrijvers aan die voorwaarde kunnen voldoen dan wel dat inschrijvers uit andere Lid-Staten er moeilijker aan kunnen voldoen. Het staat aan de nationale rechter om met inachtneming van alle omstandigheden van het geval na te gaan, of het stellen van een dergelijke voorwaarde direct of indirect discriminerende gevolgen heeft."

Op het eerste gezicht lijkt aan de voorwaarde om werkzoekenden in dienst te nemen die bij de B.G.D.A. zijn ingeschreven, niet moeilijker te kunnen worden voldaan door ondernemingen uit andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap dan door ondernemingen uit Brussel of uit andere delen van het land.

Het ontwerp moet ook worden beschouwd in het licht van een ander beginsel van de economische unie, namelijk het beginsel van het vrije verkeer van werknemers.

In advies L. 25.772/1 van 24 april 1997 over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de erkenning en de financiering van de inschakelingsbedrijven" had de afdeling wetgeving opgemerkt :

"Luidens artikel 4, § 1, 4°, van het voorontwerp, moet een bedrijf dat als inschakelingsbedrijf wil worden erkend, personen aanwerven die aan bepaalde vereisten voldoen. Een daarvan is "hun woonplaats hebben binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". Dergelijk vereiste lijkt moeilijk verenigbaar te zijn met zowel het intern Belgisch recht, als het Europees gemeenschapsrecht.

.../...

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, oefenen de Gewesten in economische aangelegenheden hun bevoegdheden uit met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen (1).

Met het inschrijven van een woonplaatsvereiste in het ontworpen artikel 4, § 1, 4°, wordt er blijkbaar naar gestreefd het tewerkstellingsbevorderend effect van de regeling strikt binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te houden. Dergelijk oogmerk is evenwel moeilijk verenigbaar met de fundamentele kenmerken van een open en geïntegreerde Belgische economische unie. Een maatregel van die aard plaatst bovendien de werknemers die hun woonplaats in een ander Gewest hebben in een minder gunstige Ausgangspositie, doordat de bedrijven er door middel van een gewestelijke financiële incentive toe worden aangezet hun voorkeur te laten uitgaan naar werknemers die woonachtig zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ook in dat opzicht is de voorgestelde maatregel een belemmering van het vrij verkeer van werknemers in de Belgische economische unie.

Het woonplaatsvereiste, vermeld in artikel 4, § 1, 4°, van het voorontwerp, roept ook op het vlak van het Europees gemeenschapsrecht vragen op. Zo zou de betrokken maatregel kunnen worden aangemerkt als een verkapte vorm van discriminatie waardoor het vrij

-
- (1) De beginselen vermeld in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet dienen niet enkel nageleefd te worden in het kader van de uitoefening van de economische bevoegdheden door de Gewesten, maar gelden voor alle gewestelijke bevoegdheidsdomeinen (zie wat dat betreft onder meer Arbitragehof, arrest nr. 32/91 van 14 november 1991). De juridische kwalificatie van de in het ontwerp beoogde steunmaatregelen - arbeidsbemiddeling dan wel economisch beleid - is vanuit dat oogpunt bekeken dan ook niet relevant.

.../...

verkeer van personen wordt gehinderd. In dat verband volstaat het te refereren aan het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in de zaak 41/84 van 15 januari 1986."

Naar aanleiding van dit advies heeft de Regering een nieuw ontwerp van ordonnantie met hetzelfde onderwerp om advies aan de afdeling wetgeving voorgelegd. In dat nieuwe ontwerp wordt het woonplaatsvereiste evenwel vervangen door de voorwaarde dat de werkzoekende bij de B.G.D.A. ingeschreven moet zijn.

De Raad van State heeft geoordeeld dat, aangezien het de uitoefening van de bevoegdheid van het gewest inzake arbeidsbemiddeling betref, effectief moest worden vermeld dat de in het voorontwerp van ordonnantie beoogde werklozen bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling ingeschreven moesten zijn. In een voetnoot heeft de Raad van State voorts het volgende opgemerkt :

"Het aanwenden van dit criterium stuit niet op (...) het bevoegdheidsbezwaar [ontleend aan de beginselen van de economische unie] daar het ingeschreven zijn bij de genoemde dienst niet is gekoppeld aan het vereiste zijn woonplaats te hebben in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest."

Het ontwerp houdt geen overschrijding van de bevoegdheden van het gewest in, daar het geen afbreuk doet aan de beginselen van de economische unie.

.../...

Bijzondere opmerkingenAanhef

1. In het eerste lid behoort de rechtsgrond van het ontworpen besluit nauwkeuriger te worden vermeld; men schrijve : "inzonderheid op artikel 22, § 1, vijfde lid, 2°;".

2. De overwegingen in het tweede en het derde lid zijn overbodig en behoren te vervallen.

3. Bij het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet ook de datum ervan worden vermeld.

4. Het zesde lid behoort als volgt te worden herschreven : "Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 januari 1999 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;".

5. Het zevende lid van zijn kant behoort als volgt te worden gesteld : "Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

.../...

6. Aan het einde schrijven men : "Na beraadslaging,", zoals voorgeschreven in de circulaire over de wetgevingstechniek (versie van 1 december 1998).

Dispositief

Artikel 1

Voorgesteld wordt de artikelen 1 tot 4 te vervangen als volgt :

"Artikel 1. Elke aanvraag om principiële instemming met de toekenning van een subsidie, genoemd in artikel 22, § 1, vijfde lid, 2°, van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, met betrekking tot een opdracht voor aanneming van werken waarvan het geraamde bedrag dertig miljoen frank of meer bedraagt, de belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen, en waarvan de duur van de werkzaamheden op minstens zestig werkdagen wordt geraamd, is alleen ontvankelijk als de overeenkomst voor aanneming van werken een clause bevat die de inschrijvers verplicht om werkzoekenden in dienst te nemen die bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling ingeschreven zijn.

Deze clause is hierna "sociale clause" te noemen".

.../...

Nieuw artikel 2

In het ontwerp wordt niet vermeld welke overheid de clause invoert en de inhoud ervan vaststelt.

Als de clause door de Regering wordt ingevoerd, moet dit in een nieuw artikel 2 in het ontwerp van besluit worden vermeld en moet de inhoud van die clause worden verduidelijkt met vermelding van, eventueel per categorie van opdrachten, de aard en de omvang van de werkzaamheden, het minimumaantal werkzoekenden die voor de werkzaamheden in dienst moet worden genomen, de beroepen waarvoor werkzoekenden in dienst moeten worden genomen, enz.

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt)

In het eerste lid behoren de woorden "moet ... vermeld worden" te worden vervangen door de woorden "wordt ... vermeld". In het tweede lid behoren de woorden "moet minstens ... bevatten" te worden vervangen door de woorden "bevat op zijn minst".

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt)

Men schrijve "wordt vermeld" in plaats van "moet ... vermeld zijn".

.../...

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt)

Men schrijve "De Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling" in plaats van "De B.G.D.A.".

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt)

1. Dit artikel bepaalt dat de Regering een afwijking kan toestaan voor het opleggen van een sociale clause, wanneer die niet zinvol is.

Het gelijkheidsbeginsel houdt in dat de gevallen waarin een afwijking kan worden toegestaan, beter worden omschreven. Aangezien een afwijking per definitie een individuele strekking heeft, moet ze in elk geval uitdrukkelijk worden gemotiveerd overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

2. De tweede zin slaat op de interne organisatie van de Regering en hoort niet thuis in een regelgevende tekst.

.../...

Artikelen 9 en 10(die de artikelen 8 en 7 worden)

1. Aangezien artikel 9 afwijkt van artikel 10, behoort de volgorde van die artikelen te worden omgekeerd.

2. In artikel 9 vervange men de woorden "door de rechtspersonen bepaald in artikel 4 van de ordonnantie" door de woorden "door de aanbestedende overheid".

3. Wat artikel 10 betreft, kan niet worden aanvaard dat aanvullende voorwaarden voor de toekenning van subsidies terugwerken.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

J.-M. FAVRESSE,
J. KIRKPATRICK

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. P. BROUWERS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS